

pour des raisons à la fois politiques et économiques, les Nations Unies pourraient utilement former des organisations régionales chargées de préparer les futurs travaux de l'ONU. Conformément au principe de l'universalité, ces organes régionaux devront se consacrer uniquement à la discussion et à l'étude des questions régionales et de cette façon être le complément de l'ONU et non s'y substituer.

Cela ne signifie pas que la structure de l'ONU est l'élément essentiel. Pendant longtemps encore, la politique et les objectifs des pays membres seront les facteurs déterminants. Mais il ne faut jamais perdre de vue l'objectif du progrès. Il ne s'agit pas de composer avec ses idéaux, mais plutôt de chercher à les réaliser dans un monde complexe en fonction des réalités politiques existantes.

Institutions spécialisées

Beaucoup a été fait grâce au travail discret des institutions spécialisées des Nations Unies. L'existence même des Nations Unies influe sur l'attitude des gouvernements. La participation à l'Organisation et à ses institutions a une influence sur les dirigeants politiques et leurs représentants et, partant, sur le processus décisionnel. Les Nations Unies exercent une action modératrice en amenant les pays à s'abstenir d'accomplir tel ou tel geste ou à les modifier, car les États tiennent compte de la réaction internationale probable à l'ONU.

Par conséquent, il ne faut pas juger le bilan des Nations Unies par rapport à la situation idéale. L'Organisation est loin d'être la dernière étape dans le cheminement de l'humanité vers la perfection. Aucun pays ne peut réaliser tous ses objectifs sans porter atteinte aux droits des autres. Des compromis sont nécessaires. L'interdépendance croissante des pays du monde entier et la polarisation des idéologies rendent plus importante que jamais l'existence d'une organisation internationale comme les Nations Unies. Il ne faut pas se décourager ni se laisser abattre par les obstacles, les déceptions ou les frustrations.

Il ne faut pas s'étonner non plus si l'ONU elle-même n'est pas le creuset des solutions économiques et commerciales importantes. Le problème économique dominant est le rapport entre le Nord et le Sud. Une aide économique considérable a été prodiguée par l'entremise de l'ONU aux pays en voie de développement sans grand inconvénient pour les pays industrialisés. Fondamentalement, l'objectif était d'assurer la stabilité politique sans sacrifier ses privilèges. Cependant, l'aide ne saurait être la solution, bien qu'elle soit

nécessaire sous une forme ou une autre et qu'elle devrait de préférence atteindre au moins 0,7 p. cent du PNB à la fin de la décennie. L'essentiel est que les pays en voie de développement deviennent économiquement moins dépendants.

Un nouvel ordre économique international apporterait très peu aux pays en voie de développement s'ils n'étaient pas eux-mêmes disposés à se discipliner, à entreprendre des réformes et à adopter des changements en ce qui concerne la production et la régulation des naissances. Rien ne garantit non plus que le fait d'avoir davantage voix au chapitre dans les affaires économiques internationales entraînera une répartition plus équitable des richesses entre les différents pays en voie de développement et une élévation du niveau de vie des plus pauvres dans chacun de ces pays.

Vu la très grande interdépendance mondiale, la synchronisation des demandes présentées par les pays en voie de développement est des plus importantes. Il serait également judicieux de concentrer les exigences sur un petit nombre de questions. Il ne peut être dans l'intérêt des pays en voie de développement de passer à un nouvel ordre économique d'une façon brutale, car l'économie mondiale en serait bouleversée et eux-mêmes en subiraient les contrecoups.

Attraits du communisme

On pourrait faire valoir que l'économie de marché et l'idéologie politique occidentales sont mises à l'épreuve dans une grande partie du monde. Le communisme présente des attraits aux affamés et aux sans-abri. Dans pareil contexte, il ne convient pas de parler de démocratie politique. On peut, sans grande difficulté, établir un parallèle entre la lutte des classes marxiste et les efforts des pays plus pauvres pour améliorer leur bien-être matériel. De cette façon, la pauvreté apparaît comme le résultat de l'exploitation par les puissances impérialistes et de l'injustice du capitalisme. Les plus déshérités passent en priorité dans la lutte des classes, ce qui les incite à améliorer leur condition, à la satisfaction tout aussi bien des communistes que des moins nantis.

A coup sûr l'argument ne manque pas de validité, mais il n'emporte pas mon adhésion. Les critiques des pays en voie de développement adressées à l'Occident en particulier à l'occasion du dialogue Nord-Sud, à la CNUCED par exemple, tiennent au fait qu'ils sont beaucoup plus tributaires du commerce avec le monde occidental et de sa croissance que ce n'est le cas de leurs relations avec l'Est. Les pays